

auprès d'un des ministres au sujet de l'aménagement d'une chaussée vers une île située de l'autre côté du continent. Je m'abstiendrai cependant de le faire et je poserai une question au ministre des Pêcheries. En raison du souci très répandu dans le public et au sein des producteurs s'occupant de l'industrie coquillière sur le littoral du Pacifique, le ministre pourrait-il mentionner à la Chambre quelle est la situation exacte par suite de l'activité de son propre ministère ou compte tenu des renseignements qu'il a pu recevoir des autorités de la Colombie-Britannique en matière de santé publique?

L'hon. H.-J. Robichaud (ministre des Pêcheries): Monsieur l'Orateur, les efforts que le ministère des Pêcheries déploie en Colombie-Britannique en vue de contrôler la pollution visent uniquement à remplir nos responsabilités en vue de la préservation du poisson et à assurer que les produits du poisson atteignent le marché dans un état sain. Il serait malavisé de ma part de profiter de la période des questions pour énumérer et passer en revue toutes les entreprises auxquelles nous participons actuellement, mais j'aimerais signaler que je pourrais fournir cette liste à l'honorable député en apportant des détails sur tout point particulier pouvant l'intéresser de façon spéciale.

LE MARIAGE ET LE DIVORCE

DEMANDE D'ENQUÊTE PAR UNE COMMISSION ROYALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Reid Scott (Danforth): Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au premier ministre. Comme il y a besoin urgent de réformes à l'égard des injustices et des épreuves nombreuses, causées par les lois sur le mariage et le divorce, le premier ministre songerait-il à instituer une commission royale chargée d'enquêter sur la mise à jour de nos lois sur le mariage et le divorce au Canada?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, c'est là une vaste question d'administration à laquelle je ne saurais répondre en ce moment, surtout à l'appel de l'ordre du jour.

LES TRAVAUX PUBLICS

ENSABLEMENT DE LA RIVIÈRE THAMES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Danforth (Kent, Ont.): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Travaux publics. Voudrait-il s'occuper sans tarder de faire disparaître l'ensablement à l'embouchure de la rivière Thames,

dans le comté de Kent, en Ontario? Le ministre sait parfaitement que l'ensablement...

M. l'Orateur: A l'ordre! Le député sait fort bien que cette question est importante, mais qu'elle ne presse pas au point qu'il faille la poser en ce moment. Voudrait-il la faire inscrire au *Feuilleton*?

LONG-BRANCH—POLLUTION DU LAC ONTARIO PAR DES DÉBLAIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Leonard P. (Red) Kelly (York-Ouest): Je désire poser une question au ministre des Travaux publics. Sait-il qu'une compagnie de construction d'habitations de Long-Branch, en Ontario, jette des matériaux de remplissage dans le lac Ontario, polluant ainsi ce cours d'eau international—ce qui va à l'encontre de la loi fédérale sur la protection des eaux navigables—un mois après avoir été avertie de ne pas le faire par le chef du contentieux du ministère des Travaux publics? Le ministre ne croit-il pas que cela viole de façon flagrante les instructions de son ministère?

L'hon. Lucien Cardin (ministre des Travaux publics): Oui, monsieur l'Orateur, le ministère est au courant de l'activité de la compagnie de construction d'habitations de Long-Branch, en Ontario. L'honorable député sait sans doute que l'intérêt et la responsabilité du ministère se limitent à savoir si cela nuit sérieusement à la navigation. Toutefois, selon les dernières nouvelles, la compagnie a cessé de jeter des matériaux de remplissage dans le lac Ontario, bien qu'elle continue d'en jeter à des endroits déjà comblés. Mon ministère surveille l'activité de cette compagnie et prendra les mesures nécessaires aux termes de la loi sur la protection des eaux navigables.

L'IMMIGRATION

DEMANDE DES NATIONS UNIES RELATIVES À DES RUSSES BLANCS RÉFUGIÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. R. Nicholson (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, vendredi dernier, 12 mars, l'honorable député de Marquette a demandé si le gouvernement canadien avait reçu une demande du haut-commissaire des Nations Unies s'occupant des réfugiés concernant l'acceptation au Canada de 200 Russes blancs. L'honorable député avait demandé des explications dans le cas où le ministère aurait refusé cette demande.

Après étude de cette question, monsieur l'Orateur, j'ai appris qu'aucune demande di-